

L'intelligence économique au service du territoire : Cas du Maroc.

Economic intelligence at the service of the territory: Case of Morocco

LAGHMAM Issam

Doctorant

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Oujda

Université Mohamed Premier

Laboratoire Economie et Management des Organisations

Maroc

Issamlaghmam@gmail.com

Date de soumission : 26/07/2020

Date d'acceptation : 06/08/2020

Pour citer cet article :

LAGHMAM I. (2020) «L'intelligence économique au service du territoire : cas du Maroc », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 3 : Numéro 3» pp : 913 - 927

Résumé

De nos jours, et dans un environnement marqué par une forte concurrence, le Maroc, à l'instar de tous les pays, cherche à trouver des moyens pour se mettre en valeur et se démarquer des offres des autres pays. Dans ce contexte, l'intelligence économique (IE) est l'une des alternatives pour se démarquer et se protéger contre une concurrence accrue et de plus en plus féroce. Dans ce cadre, le territoire, joue un rôle primordial dans cette optique. En effet, les différents acteurs du territoire ont tous un rôle important dans l'optique d'une stratégie basée sur le territoire qui a pour but d'attirer et de fidéliser le plus gros nombre d'investisseurs. Dans cette optique, cet article a pour objectif de mettre l'accent sur l'intelligence économique et comment peut-elle jouer un rôle, en la combinant avec le territoire, à la construction d'une économie saine et forte pour faire face aux multiples aléas (concurrence forte, conjoncture économique difficile...).

Mots clés :

Intelligence Economique ; Territoire ; Maroc ; Collectivités ; Associations.

Abstract

Nowadays, in an environment marked by strong competition, Morocco, like all countries, seeks to find ways to promote itself and stand out from the offers of other countries. In this context, economic intelligence (EI) is one of the alternatives to stand out and protect against increased and increasingly fierce competition. In this context, the territory plays a primordial role in this perspective. Indeed, the various actors of the territory all have an important role in the optics of a strategy based on the territory which aims to attract and retain the largest number of investors. In this perspective, this article aims to focus on economic intelligence and how it can play a role, by combining it with the territory, in the construction of a healthy and strong economy to face the multiple contingencies (strong competition, difficult economic situation, etc.).

Keywords :

Economic intelligence, territory, Communities/collectivity, Associations.

Introduction

Dans un contexte de mondialisation, les acteurs, dans leurs territoires, se trouvent confrontés à de nouvelles menaces et opportunités dont la maîtrise dépend de la production des connaissances et du savoir. Pour rester compétitifs, ils doivent s'organiser et se structurer en fonction des nouvelles ressources informationnelles, considérées déterminantes dans les sociétés de connaissances. Cela nécessite une création de synergie et de partager des ressources, des décisions, des bénéfices de leur action collective. Ils sont appelés donc à rechercher à travers ces liaisons, la façon qui leur permette de promouvoir et de valoriser les territoires, en vue de consolider leur attractivité.

Ce qui fera le point sur l'efficacité de l'action des acteurs dans leurs territoires à travers la production des connaissances et des savoirs et leur partage, et ce dans le but d'améliorer leur attractivité territoriale et leur compétitivité. D'où le concept d'intelligence territoriale (IT), qui implique le recours à la notion de « territoire » considéré comme un espace de déclinaison des actions des acteurs locaux et d'attractivité.

Tous ces acteurs combinés peuvent être le déclencheur d'un nouveau mode de management qui pourrait être une alternative en ces temps de crise. Comment l'intelligence territoriale peut-elle constituer un levier pour l'économie marocaine? Et comment l'intelligence économique peut-elle être au service du territoire ?

Dans cette optique, nous verrons tout d'abord, dans cet article, un historique de l'intelligence économique (IE) au Maroc. Nous verrons par la suite les acteurs et défis de l'IE au Maroc. Enfin, nous ferons le point sur l'intelligence territoriale et comment peut-elle être au service du territoire.

1. Historique de l'Intelligence Economique au Maroc

S'intégrer dans une politique économique mondiale était un véritable choix stratégique pour le Maroc. Ce choix a été concrétisé suite aux rencontres internationales de Tétouan en Novembre 2004, qui ont marqué la décision des autorités marocaines de bâtir une stratégie publique d'intelligence économique nationale et territoriale. Mr. Rachid Talbi Al Alami, ex-ministre des affaires économiques et générales a déclaré que : « *L'intelligence économique est un outil de performance économique, un facteur de consolidation du rayonnement du Maroc au sein du concert des nations modernes...la mise en place de dispositifs de surveillance, fournissant des informations fiables, permettant de scruter les concurrents, les opportunités*

d'affaires, les technologies et les nouveaux procédés ne cèdent aucunement à un effet de mode, mais correspond bien à un impératif de premier plan pour les acteurs exposés à la compétition mondiale ». (Extrait de l'allocution de Rachid Talbi El Alami, ex Ministre marocain des affaires économiques et générales, Rencontres Internationales de Tétouan, «Intelligence économique et veille stratégique, défis et stratégies pour les économies émergentes », 25-26-27 novembre 2004, Tétouan, Maroc.)

Cette vision stratégique a été également confirmée, en Mars 2005, à l'occasion du salon professionnel organisé par l'association marocaine, R&D Maroc, sur le thème « Veille stratégique et compétitivité ». C'était depuis les années 2007 que l'intelligence économique a vécu ses moments de gloire au Maroc, et ceci suite au lancement d'une initiative très intéressante : « le programme FINCOME (Forum International des compétences Marocaines à l'Étrangers) ». Soutenu par les pouvoirs publics, ce programme vise à faire contribuer les compétences marocaines résidents à l'étranger au processus de développement du pays en matière de recherche et développement par le transfert de savoir et savoir-faire.

2. Les acteurs de l'Intelligence Économique au Maroc

Le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique : Créé pendant les années 60-70, ce centre assure la diffusion des informations stratégiques, les travaux de recherche et l'établissement des conventions avec les établissements de recherche publique ou privée dans le cadre la promotion des activités de recherche et du développement.

L'Institut Marocain d'Informations Scientifiques et Techniques : Créé en 2003, sous la tutelle du CNRST, cet organisme joue un rôle stratégique d'accompagnement des différents acteurs du tissu économique marocain et ceci en leur fournissant des informations scientifiques et techniques pour qu'ils puissent s'adapter à la forte compétitivité internationale.

Le Centre de Veille Stratégique : Créé en 2006, cet organisme a été institué auprès des services du Premier Ministre pour assurer l'observation des mouvements de capitaux découlant des investissements directs étrangers (IDE) à travers le monde et en rapport avec le Maroc.

L'Institut Royal d'Études Stratégiques : Créé en novembre 2007, cet institut assure la réalisation des études stratégiques sur mesure et la veille à l'échelle nationale et mondiale sur des domaines jugés stratégiques pour le pays.

L'Association Marocaine d'Intelligence Économique : Créée en novembre 2006 par des acteurs du secteur privé, des chercheurs etc... Cette association assure l'assistance pour tous organismes marocains en matière d'intelligence économique.

L'Association R&D au Maroc : Créée le 12 avril 1997 par des entreprises publiques et privées, cette association contribue à la promotion de la recherche et de l'innovation au niveau national.

L'Association pour les progrès des dirigeants : Créée en 2005, cette association a pour objectif le partage des savoirs entre les dirigeants marocains et ceux des autres pays, suite à la mise en place des sessions de formation et des séminaires.

Portails Veille.ma

Les programmes d'Appui MOUSSANADATI : Ce programme vise la promotion de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication à travers un appui financier dédié aux PME.

IMTIAZ Programme : Destiné aux entreprises porteuses d'un projet de développement et souhaitant bénéficier de primes à l'investissement matériel et immatériel correspondant à 20% de l'investissement total.

E-IBTIKAR : Lancé suite au partenariat entre la société Cybion avec Form'info+, E-IBTIKAR est le premier pack Marocain pour la veille Stratégique afin de conquérir de nouveaux marchés et développer le sens de créativité et du développement chez les acteurs marocains.

3. Les défis de l'intelligence économique au Maroc

Avant d'entamer les défis relatifs à l'intelligence économique au Maroc, il est à préciser que le premier défi est celui du projet de société Marocaine, c'est-à-dire la détermination de la vision, de la politique, de la stratégie, ainsi que des grandes orientations constituent les éléments essentiels à toute élaboration d'intelligence économique nationale.



Le projet de société Marocaine avance depuis plusieurs années avec des pas surs malgré de nombreuses contraintes. Il devrait aboutir à un modèle de société propre au Maroc mais qui prend en considération les interdépendances des facteurs endogènes et exogènes.

La cohésion sociale semble être l'objectif ultime d'une telle démarche. L'intelligence économique devra être dynamique suivant la conjoncture et les situations. Ainsi, compétitivité mondiale, technologie avancée, délocalisation, phénomènes sociaux, fuite des cerveaux, sont tous des axes parmi d'autres qui devront alimenter en permanence une intelligence des situations, pour ne pas faire hériter aux générations futures une région qui n'est pas plus qu'un « hypermarché, au centre d'un champ de ruines sociales ». (Mohamed Benabid. Entretien avec Bernard Carayon, La guerre économique n'épargne pas le Maroc, *Leconomiste.com*, mise en ligne vendredi 27 mai 2005, consulté sur <https://www.leconomiste.com/article/la-guerre-economique-n-epargne-pas-le-marocbrentretien-exclusif-avec-bernard-carayon-depute->, le 1er Octobre 2018).

Selon Claude DELESSE, l'idée d'« *intelligence sociale* » mise en avant par StevanDedijer semble l'approche la mieux adaptée à l'éclosion et au développement d'un système national d'intelligence économique. L'intelligence sociale se définit comme « l'ensemble des activités d'une société, reliées à l'intelligence, la capacité à s'adapter, répondre à des circonstances changeantes, afin de réaliser des objectifs de développement décidés ». (Claude DELESSE « regard sur l'intelligence économique marocaine: la prise en compte d'un devenir social inscrit dans un contexte de sécurité globale » CEREBEM, centre de recherche de Bordeaux – France, école de management. n° 136-10, février 2010).

Le Maroc devra être plus conscient qu'à la tête des ressources se trouve l'information, qu'elle est au cœur du pouvoir et que la première force productive est la capacité d'accumuler et de faire diffuser les connaissances. En résumé, l'information est un bien immatériel qui se multiplie en circulant. Le marché de l'information devra avoir une attention particulière, ainsi, le développement du secteur, le renforcement des réseaux d'information et d'expertise, l'amélioration de la qualité de l'information et la formation sont parmi les points éminents à développer. Claude DELESSE souligne qu'il est important de raisonner en termes de « sécurité globale », celle-ci se définissant comme « la capacité d'assurer à une collectivité donnée et à ses membres, un niveau suffisant de prévention et de protection contre les risques et les menaces de toutes natures et de tous impacts, d'où qu'ils viennent, dans des conditions qui favorisent le développement sans rupture de la vie et des activités collectives et individuelles ».



Stratégique : Le projet de société Marocain doit être précis et bâti autour d'un large consensus. Cette stratégie déterminera les « facteurs clés du succès » c'est à dire les choses les plus importantes et qui devront bien marcher pour que la stratégie tracée réussisse. Ces facteurs clés du succès sont essentiels puisqu'ils vont permettre l'expression exacte des besoins en information.

Une stratégie de développement fait ressortir des problèmes décisionnels qui seront par la suite transformés en un problème de recherche d'information stratégique.

L'alignement stratégique du dispositif d'intelligence économique une fois mis en place doit être assuré continuellement. Toute organisation doit être en mesure d'avoir une vision de la ligne à suivre (valeurs, missions, objectifs) et de mettre en œuvre les processus de convergence vers cette ligne.

Institutionnel : A l'instar d'autres pays, un organe national chargé d'intelligence économique devient une nécessité cruciale pour fédérer toutes les initiatives aussi bien publiques que privées, et donner par conséquent un nouveau souffle à la pratique de l'intelligence économique au Maroc.

Plusieurs institutions peuvent contribuer à la création de cet organe, à savoir le conseil économique et social, le conseil national du commerce extérieur, l'institut royal des études stratégique...etc

Législatif : L'intelligence économique se fait dans un cadre légal, de ce fait un dispositif juridique devra l'accompagner tout en respectant les critères de légalité et légitimité. L'arsenal juridiques relatif aux domaines informationnels devra être mis en place et appliqué, ce qui facilitera l'accès et la circulation de l'information et favorisera une culture du partage de l'information dans le respect des normes déontologiques et légales.

Managérial : La révolution numérique et la nécessité d'un autre management de l'information, impose plus que jamais l'adoption d'un management stratégique de l'information. L'intelligence économique est avant tout un mode de management de l'information au service de la compétitivité. Dans une démarche d'intelligence économique, le système d'information, en général, et l'entrepôt de données, en particulier, sont des outils essentiels. Au-delà de la qualité de l'information, des risques relatifs à l'exploitation et la gestion de ces informations surgissent et peuvent avoir des conséquences sur la qualité de la prise de décision. Une gestion des risques relatives à la mise en œuvre de la démarche d'intelligence économique s'impose, elle contribue à l'atténuation des effets de ces risques.



Ce volet devra cibler l'information, les utilisateurs et les processus. Etre conscient des dangers, des vulnérabilités et des fragilités est un atout managérial, mais une mise en garde s'impose pour ne pas nous induire à une psychose culturelle du risque et une obsession des menaces qui peut paralyser l'action. L'implantation d'une démarche d'intelligence économique au Maroc est avant tout un changement dans la culture managériale. Dans la même logique, et pour faire face à la résistance aux changements, tout un plan de gestion du changement devra accompagner cette démarche.

Organisationnel : Une organisation des métiers relatifs au domaine de l'intelligence économique est une recommandation des professionnels du métier. L'exercice de ces métiers nécessite une organisation adéquate. La connaissance est à la fois mémoire et processus de construction d'une représentation, le développement de la mémoire de l'entreprise la rend une « organisation apprenante ». L'interaction qui existe entre l'intelligence économique avec d'autres disciplines suscite une vision plus large et une attitude attentive envers le développement de ces disciplines. Ainsi la gestion des connaissances au sein des régions, entreprises...etc., aidera le développement de l'intelligence économique au Maroc à travers une capitalisation et une synergie optimale de connaissances dispersées entre agents, dans un but de prise de décision qui renforcera la compétitivité et l'innovation.

4. Intelligence territoriale

L'évolution des contextes socio-économiques et les transformations engendrées par le progrès techniques, conjuguées aux nouvelles préoccupations d'aménagement des territoires, conduisent à définir de nouvelles approches pour la gestion du développement territoriale. Ainsi, la connaissance du territoire, le diagnostic territorial et l'évaluation des politiques publique entraînent la nécessité de disposer d'un outil capable de quantifier les phénomènes, d'analyser leurs évolutions et d'anticiper les enjeux et risques possibles.

En effet, les acteurs de développement doivent comprendre les évolutions de l'environnement afin d'assurer un diagnostic actualisé et d'envisager les actions communes qui s'imposent. L'intelligence territoriale constitue une des approches innovantes permettant d'apporter aux décideurs publics les informations stratégiques et utiles au développement territorial. C'est dans ce cadre que la Direction de l'Aménagement du Territoire a initié une démarche de veille et d'intelligence territoriale. Cette démarche est basée sur trois principes

fondamentaux : l'observation des dynamiques et enjeux territoriaux moyennant des données fiables et des indicateurs pertinents, l'anticipation sur les évolutions futures des territoires et la communication de l'information territoriale auprès des citoyens et des acteurs de développement.

L'intelligence territoriale dépasse le simple cadre des sciences de gestion et de l'application ciblée d'instruments spécifiques de l'intelligence économique. Elle doit se comprendre comme une réponse politique aux défis de l'économie ouverte, c'est-à-dire comme une rénovation profonde de la politique industrielle et de l'aménagement du territoire. Cette réforme de la nature et des modalités de l'action publique sur le tissu productif dérive d'une réflexion sur ce que représente le développement de l'économie de la connaissance.

Mais avant même d'en venir à l'intelligence territoriale proprement dite, il convient de rappeler quelques éléments essentiels sur la genèse de l'intelligence économique. Pour comprendre la fortune que rencontre actuellement cette dernière, comme concept et instrument au service des entreprises et des pouvoirs publics, il faut d'abord rappeler qu'elle constitue une réponse aux conséquences de la combinaison de cinq grandes dynamiques historiques qui se sont affirmées durant plusieurs décennies pour franchir un seuil décisif il y a une quinzaine d'années, à savoir (DELBECQUE Eric, *L'intelligence économique*, PUF, 2006, et « Intelligence économique et management stratégique », in *La Lettre Sentinel*, n° 9, novembre 2003) :

- La mutation conflictuelle endogène du capitalisme, liée à la difficulté accrue de conquête et de maîtrise des marchés du fait de la multiplication du nombre des acteurs (c'est-à-dire des concurrents) et du passage d'une économie de la rareté à une économie occidentale de l'abondance ;
- La rupture des logiques de blocs de la Guerre froide, laquelle a généré de la complexité et a donc démultiplié le sentiment d'incertitude des acteurs économiques, tout en exacerbant les tensions concurrentielles jusque-là disciplinées par la nécessaire solidarité idéologique, politique et militaire ;
- L'évolution des formes de la guerre qui, dans le grand marché globalisé, établit la guerre économique comme conflictualité dominante, dans un écheveau complexe de liens multiples où coexistent les relations de coopération et de concurrence ;

- L'émergence de la société de l'information, à la fois créatrice de concurrence et facteur de suprématie cognitive, donc économique ;
- L'impératif d'une gestion offensive de l'information, haussée au rang de capital stratégique, pour conserver ou acquérir une position dominante dans le rapport, nécessairement asymétrique, à l'information.

Cependant, la prise de conscience française de ces modifications des règles du jeu géopolitique et géoéconomique mondial ne fut pas assez rapide pour assurer le succès immédiat de l'intelligence économique. Alors même que la description et l'analyse de ces changements intervenus dans l'environnement mondial constituaient le cœur du rapport du Commissariat Général du Plan intitulé *Intelligence économique et stratégie des entreprises* (publié en 1994 et communément appelé Rapport Martre, en référence au président du groupe de travail), ce dernier n'a pas abouti à la « révolution » culturelle salubre qu'il appelait de ses vœux. Il déboucha certes sur la création du Comité pour la Compétitivité et la Sécurité Économique. Mais, faute de soutien politique, cet organe novateur tomba en sommeil, si bien que l'intelligence économique fut, pour plusieurs années, rejetée aux marges de la sphère publique, se réfugiant dans quelques expérimentations territoriales régionales (conduites par quelques préfets, des consulaires et des collectivités locales) qui se révéleraient les « laboratoires de recherche » et les matrices de ce qui deviendrait l'intelligence territoriale¹.

5. Programme de développement territorial

Le programme de développement territorial durable des oasis du Tafilalet est un projet pilote pour la concrétisation de la stratégie nationale de sauvegarde et de valorisation des oasis élaborée par la Direction de l'Aménagement du Territoire. Avec l'appui de l'agence de développement social (ADS), le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et d'autres partenaires techniques et financiers.

Les principales orientations stratégiques du programme sont :

¹L'intelligence économique commença en revanche à trouver un écho dans le secteur privé, au sein de quelques sociétés pionnières, généralement de grande taille et fortement présentes à l'international.

- Une démarche territoriale à trois portes d'entrée qui seront engagées de manière simultanée et qui se renforceront mutuellement :
- Une vision de développement territorial fondée sur une analyse systémique élargie à l'ensemble de l'écosystème oasien du Tafilalet (oasis, steppes, dunes et forêts). Cette vision intégrera de façon complémentaire les aspects économiques, sociaux, culturels, et environnementaux.
- Une démarche communale du bas vers le haut, qui vise à accompagner l'élaboration de la mise en œuvre des Plans Communaux de Développement.

La recherche d'intercommunalité, qui permettra de dépasser les limites administratives des communes pour construire des plans territoriaux intercommunaux cohérents et intégrant les fonctions écologiques, économiques, sociales et culturelles des écosystèmes oasiens du Tafilalet.

1. L'élargissement des zones et du niveau d'intervention, visant de manière progressive à couvrir une masse critique de communes oasiennes.
2. L'implication des communes en tant que porteur principal du programme au niveau local
3. Le renforcement des capacités des acteurs territoriaux, qui devient un investissement principal du programme en tant que fondement pour la durabilité des processus de préservation, de valorisation et de développement initiés dans la zone.
4. La concentration du programme sur les réalisations concrètes des actions prioritaires définies dans le document de planification locale.

Pour y parvenir, le programme s'est fixé 5 objectifs :

Objectif 1 : Elaborer une vision de développement territorial durable des oasis du Tafilalet basée sur des études approfondies du milieu.

Objectif 2 : Elaborer un projet de territoire basé sur des Plans communaux et intercommunaux de développement intégrant les priorités de préservation et de valorisation des Oasis et des scénarios de changement climatiques.

Objectif 3 : Réduire, au niveau des communes ciblées, le processus de dégradation des oasis et valoriser les ressources naturelles et patrimoniales en vue d'atténuer la pauvreté au sein des

populations démunies, de lutter contre l'exclusion sociale et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Objectif 4 : Renforcer et réformer les lois et réglementations pour une préservation et valorisation durable des écosystèmes oasiens.

Objectif 5 : Mettre en place une stratégie de communication et des systèmes d'information de gestion des connaissances et de suivi-évaluation.

6. L'intelligence économique au service du territoire

La définition la plus couramment utilisée pour donner un sens et un contenu au concept d'intelligence économique est celle de Henri Martre :

«L'intelligence économique est un ensemble d'actions coordonnées de recherches, de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques en vue de son exploitation à des fins stratégique et opérationnelle».

Cependant, cette définition est restrictive à la fois au niveau des acteurs utilisateurs de l'intelligence économique et des sphères la concernant. En effet, outre le fait que la recherche, le traitement et la diffusion de l'information à des fins opérationnelles ne concerne pas aujourd'hui uniquement l'entreprise mais aussi l'Etat, les Collectivités locales, les Universités, les partis politiques, les organisations syndicales et les acteurs de la société civile, elle ne prend pas en ligne de compte les autres dimensions de l'intelligence économique induites par la complexité croissante du contexte économique, politique, social, géostratégique et militaire mondial, à savoir les dimensions : conseil, expertise, recherche-développement, management et veille stratégiques.

Soucieux de voir large et d'envisager tous les aspects déterminants pour réussir le développement du pays et son projet de société, l'auteur note les étapes et la progression du concept d'Intelligence Economique dans la réflexion et la pratique des gouvernants et des institutions du Royaume. Grandes entreprises publiques et privées incluses. Car, du fait de cette complexité croissante, tous ces acteurs sont de plus en plus sollicités à remplir, de façon coordonnée, quatre missions essentielles :

- Comprendre et analyser l'environnement dans lequel ils évoluent pour accroître leur capacité d'adaptation aux réalités changeantes de celui-ci ;
- Prévoir et anticiper les évolutions futures de leurs situations respectives ;
- expérimenter des solutions originales appropriées et adaptées à leurs spécificités, ressources et contraintes ;
- Créer et innover pour accroître leur compétitivité et les performances globales de leur organisation.

Ces missions concourent en fait à faire participer tous les acteurs de la collectivité nationale à la mise en œuvre d'une prospective au service d'une gouvernance intelligente du développement économique et social de leur territoire.

Et c'est dans ce sens que résident fondamentalement l'utilité, l'intérêt et les apports de l'intelligence économique.

Conçus ainsi, les enjeux de l'intelligence économique pour la dynamique des territoires sont de taille. En effet, aussi paradoxale que cela puisse paraître, la mondialisation des économies et la globalisation des échanges s'accompagnent d'un regain d'intérêt pour les territoires et pour la gestion de proximité.

Aujourd'hui, les mouvements de délocalisation industrielle et post-industrielle régulés par les grands réseaux transnationaux, comme la création d'activités économiques nouvelles, s'opèrent de plus en plus sur la base de la capacité des territoires à réunir les conditions d'une attractivité optimale des investisseurs potentiels.

Dès lors, l'intelligence économique et la veille stratégique des acteurs locaux de même que la promotion du génie local et régional sont appelées au service du renforcement de cette attractivité et par voie de conséquence au service de la compétitivité des territoires.

La libéralisation et l'ouverture aidant, les pays émergents les mieux préparés se trouvent réellement devant de véritables fenêtres d'opportunités. Ils se doivent, cependant, de valoriser les avantages que leur procure leur développement technologique tardif en vue de transformer leurs inégalités technologiques actuelles en inégalités productives et ce par la création d'un environnement favorable à la compétitivité économique, à la recherche, à la recherche-développement, à l'innovation technologique et à la promotion de la ressource humaine. Cette

voie implique cependant l'existence d'une stratégie nationale territorialisée faisant de l'intelligence économique et de la veille stratégique les clés d'entrée à la réalisation de raccourcis en termes technologique et de développement économique.

CONCLUSION

Lorsqu'il s'agit d'évoquer les mécanismes de décision, le manque de connaissances sur le territoire menace le processus de développement territorial, l'IT est considérée comme une application au territoire de l'IE, conçue au niveau national. Elle constitue le cadre incontournable pour aborder les différentes problématiques territoriales liées à la production, la protection et l'échange des connaissances et des savoirs entre les différents acteurs. Les activités informationnelles et communicationnelles, éléments clés, nécessitent une valorisation pour être au service des connaissances et savoirs nécessaires à l'anticipation des changements et formulations des actions stratégiques, pour saisir des opportunités et contrecarrer des menaces, et par conséquent renforcer l'attractivité des territoires.

Dès lors, au terme de cette recherche, il convient de rappeler que les dispositifs d'intelligence territoriale peuvent servir comme un outil de compréhension et de valorisation des interactions des acteurs territoriaux. Ces dispositifs qui sont conçus comme un lieu de réflexion sur les enjeux de la dynamique du développement constituent un espace de collecte, d'échange, de valorisation et de promotion de l'information pour mettre à la disposition des décideurs et des instances de développement, des outils d'aide et d'arbitrage pour réussir des actions de développement économique et social.

Néanmoins, force est de constater que l'apport de l'intelligence économique et territoriale au Maroc reste moindre par rapport à d'autre pays. Cette recherche n'est qu'une étude qui a pour but de lancer des discussions et un débat autour de l'intelligence économique et territorial et de sensibiliser sur l'importance de celle-ci et le rôle qu'elle peut éventuellement jouer pour le développement économique de notre pays.



BIBLIOGRAPHIE

- Claude DELESSE. Février 2010. Regard sur l'intelligence économique marocaine: la prise en compte d'un devenir social inscrit dans un contexte de sécurité globale. CEREBEM, centre de recherche de Bordeaux – France, école de management. n° 136-10.
- Mohamed Benabid. Entretien avec Bernard Carayon, La guerre économique n'épargne pas le Maroc, Leconomiste.com, mis en ligne vendredi 27 mai 2005, consulté sur <https://www.leconomiste.com/article/la-guerre-economique-n-epargne-pas-le-marocbrentretien-exclusif-avec-bernard-carayon-depute->, consulté le 1^{er} Octobre 2018.
- DELBECQUE Eric, L'intelligence économique, PUF, 2006, et « Intelligence économique et management stratégique », in La Lettre Sentinel, n° 9, novembre 2003